

**ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS
NOUVELLE-AQUITAINE NORD**

Association Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 64 rue Gambetta

86000 POITIERS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS***

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

CABINET LAURENT BENEDICT

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS



LAURENT BENEDICT

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE PARIS

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ PAR L'ÉTAT
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DE LA RÉGION DE PARIS

CONSEIL ET EXPERT FINANCIER

Aux adhérents de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS NOUVELLE ACQUITAINE NORD** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « Les faits significatifs de l'exercice et de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes » de l'annexe des comptes annuels.



7, RUE CHATEAUBRIAND - 75008 PARIS

TÉL. 01-45-63-51-39 - PORT. 06-19-81-33-15 - FAX 01-45-63-77-86 - lbenedict@cabinetbenedict.com
SIRET N° 50179218900010 - N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE FR 87501782189 - CODE APE 6920Z

MEMBRE D'UNE ASSOCIATION AGRÉÉE - LE RÈGLEMENT DES HONORAIRES PAR CHÈQUE EST ACCEPTÉ



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à PARIS,
Le 24 mars 2026

Le Commissaire aux Comptes,
CABINET BENEDICT ET ASSOCIES



Laurent BENEDICT
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- *il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;*
- *il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;*
- *il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;*
- *il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;*
- *il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.*

BILAN

Actif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			31.12.2024
	Brut	Amort	Net	Total
FRAIS D'ETABLISSEMENT (1)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
FRAIS DE DEVELOPPEMENT				
DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT				
CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS, AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	185 896	118 393	67 502	92 786
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS				
INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS.	185 895	118 393	67 502	92 786
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS, AVANCES ET ACOMPTES				
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 600		1 600	229
PARTICIPATIONS				229
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 600		1 600	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (2)	187 496	118 393	69 102	93 016
STOCKS ET EN-COURS				
CREANCES D'EXPLOITATION	489 587	18 365	471 221	383 169
CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES	67 993	7 924	60 070	33 317
CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS				
AUTRES CREANCES	421 326	10 442	410 884	349 629
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	268		268	223
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME ET JETONS DETENUS				
DISPONIBILITES	22 850		22 850	39 100
TOTAL ACTIF CIRCULANT (3)	512 437	18 365	494 072	422 269
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (4)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (5)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (6)				
TOTAL GENERAL	699 931	136 758	563 173	515 283

BILAN

Passif	31/12/2025 Montant	31.12.2024 Total
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES	45 450	45 450
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
FONDS PROPRES STATUTAIRES		
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES		
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES		
RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES		
RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE		
AUTRES RESERVES	20 498	20 498
REPORT A NOUVEAU	21 030	84 269
EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	-31 231	-63 239
SITUATION NETTE (1)	55 747	86 978
AUTRES FONDS		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	54 927	71 555
PROVISIONS REGLEMENTEES		
TOTAL AUTRES FONDS (2)	54 927	71 555
TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2)	110 674	158 533
FONDS REPORTEES LIES AUX LEGS ET DONATIONS		
FONDS DEDIES	9 067	8 865
TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES (3)	9 067	8 865
PROVISIONS POUR RISQUES		
PROVISIONS POUR CHARGES		
TOTAL PROVISIONS (4)		
DETTES		
DETTES FINANCIERES		
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS)		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	50 394	75 145
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	75	32 463
DETTES D'EXPLOITATION		
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	5 845	3 240
DETTES DES LEGS OU DONATION		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	127 636	107 362
DETTES DIVERSES		
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	5 000	893
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	254 483	128 782
TOTAL DETTES (5)	443 433	347 885
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	563 173	515 283

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Toutes les écritures

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
COTISATIONS	4 055		4 730
VENTES DE BIENS			
DONT VENTES DE DONS EN NATURE			
VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE	335 693		319 336
DONT PARRAINAGES			
VENTES DE BIENS ET SERVICES		335 693	319 336
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	417 648		408 608
VERSEMENT, DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT.			
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC			12 089
DONS MANUELS			89
MECENATS			12 000
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			
CONTRIBUTIONS FINANCIERES	18 196		
PRODUITS DE TIERS FINANCEURS		435 843	420 697
REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV.	7 226		120
PRODUITS DES CESSIONS D'IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES			
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES	8 865		28 083
AUTRES PRODUITS	1 160		2 723
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		792 833	775 688
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	134 622		158 925
AIDES FINANCIERES			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	23 935		26 115
SALAIRES	480 012		495 640
COTISATIONS SOCIALES	132 245		138 083
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS	36 960		30 286
DOTATIONS AUX PROVISIONS			
VALEURS COMPTABLES DES IMMO. INCORP. ET CORPORELLES CEDEES			
REPORTS EN FONDS DEDIES	9 067		6 665
AUTRES CHARGES	5 742		53
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		822 582	855 767
RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)		-29 749	-80 078

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	82		95
REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES CEDEES			
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VMP ET D'INSTRUMENTS DE TRESO.			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		82	95
CHARGES FINANCIERES			
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2 927		2 999
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
VALEURS COMPTABLES DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES CEDEES			
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP ET D'INSTRUMENTS DE TRESO.			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4)		2 927	2 999
RESULTAT FINANCIER (3-4)		-2 845	-2 904
RESULTAT COURANT avant impôts (1-2+3-4)		-32 594	-82 982
PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)		3 753	21 246
CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)		2 390	1 502
RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6)		1 363	19 743

COMPTE DE RESULTAT

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31.12.2024
	Montant	Total	Total
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (7)			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (8)			
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		796 668	797 029
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		827 899	860 268
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE			
SOLDE DEBITEUR = PERTE		31 231	63 239
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
DONS EN NATURE	2 294		90 731
PRESTATION EN NATURE	17 676		20 441
BENEVOLAT	102 413		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		122 383	111 172
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
SECOURS EN NATURE			
MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	17 676		17 676
PRESTATION EN NATURE	2 294		2 765
PERSONNEL BENEVOLE	102 413		90 731
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		122 383	111 172

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS 2025

PREAMBULE

L'association des Petits Débrouillards Nouvelle Aquitaine Nord contribue à former des citoyens actifs, capables d'opinions réfléchies et critiques, acteurs de la construction du monde d'aujourd'hui et de demain. Elle cible tous les publics et plus particulièrement les enfants et jeunes, en développant la prise de conscience du caractère complexe des relations entre sciences et sociétés. Elle est sensible aux initiatives qui permettent de rendre plus efficaces les actions citoyennes, renforçant une démarche participative et solidaire aux niveaux national, européen et international.

L'association territoriale met en œuvre son objet social sur le territoire suivant : Nouvelle-Aquitaine nord, soit les départements de Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne, Corrèze et Creuse.

L'Assemblée Générale comprend l'ensemble des adhérents et adhérentes de l'association Les Petits Débrouillards (mouvement national), rattachés à l'association territoriale Nouvelle-Aquitaine nord, à jour de leur cotisation. Chaque votant bénéficie d'une voix délibérative et ne peut détenir plus de 1 pouvoir.

Les ressources de l'association sont constituées de :

- subventions de l'État, des collectivités territoriales et établissements publics, des organisations internationales et des organismes privés ;
- rétribution des services ou provenant de ses structures juridiques associées ;
- dons manuels
- et toutes autres ressources autorisées par la loi et la réglementation en vigueur.

L'exercice social clos le 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31 décembre 2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 563 173 €

Le résultat net comptable est de -31 231 €

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 4 avril 2026 lors du CA de clôture des comptes qui s'est tenu à Poitiers.

Les faits significatifs de l'exercice et de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes :

Après une année 2024 qui s'est soldée sur un déficit important, nous déplorons en 2025 un nouveau résultat très déficitaire.

Notre association évolue désormais dans un contexte de crise globale qui ne permet pas de conserver le même modèle économique. Les subventions de l'État continuent à baisser, alors qu'on avait déjà accusé une baisse considérable. En cascade, les nouveaux projets sont plus rares, y compris dans les collectivités locales, et les montants des appels à projets sont moins importants.

Nous le répétons : nos charges sont pour la plus grande part liées aux salaires. Or les salaires augmentent mécaniquement chaque année du fait de l'évolution des points d'indice définis par la branche professionnelle, et pour lesquels nous n'avons aucun pouvoir de décision. Ainsi, même lorsqu'une subvention est reconduite, si les montants ne suivent pas cette hausse des coûts, nos difficultés augmentent. Cependant, très rares sont les aides publiques sur des projets récurrents qui ont augmenté, malgré la volonté des partenaires publics de nous aider et la confiance qu'ils nous témoignent dans notre action.

Le changement de modèle économique est donc notre unique issue. Ce changement de modèle n'est pas immédiat. Une association employeuse n'a pas une grande agilité à changer. L'acquisition de compétences nouvelles, de partenariats nouveaux, de procédures nouvelles, sont des choses qui prennent du temps.

Nous avons pourtant fait des efforts considérables. Une suppression de poste à temps plein en septembre 2024 et presque un autre équivalent temps plein supprimé en mars 2025, sans baisser le volume de face à face public. En revanche, la vie d'équipe a largement été impactée, en particulier les réunions physiques ont été diminuées et presque systématiquement remplacées par des réunions à distance. Nous sommes attentifs à ce que les conditions de travail se dégradent le moins possible, mais nous n'avons pas beaucoup de marge.

Au chapitre des progrès, nous pouvons tout de même souligner l'acquisition de plusieurs mécénats, ce qui était absent de notre modèle, et, si les subventions publiques sont à la baisse, les ventes sont en progression constante depuis plusieurs années. Par ailleurs, certaines aides, notamment le fonds publics et territoires de la CAF 86 et de la CAF 17, sont venues atténuer le déficit.

Le Conseil d'Administration, au vu des éléments ci-dessus, a adopté un budget prévisionnel pour 2026 réaliste, et qui demandera à nouveau des efforts considérables à l'équipe salariée et aux bénévoles. Plusieurs décisions ont été prises pour diminuer la masse salariale sans mettre en danger l'activité et les produits. C'est ainsi que le poste de coordinateur pédagogique créé en 2022 sera supprimé à la rentrée 2026, qu'une démission ne sera remplacée que par des recours ponctuels à un salarié occasionnel et que deux contrats feront l'objet d'une baisse de temps de travail. Sur les produits, la priorité est mise sur les contrats de prestation les plus rentables afin de sécuriser la trésorerie et de redresser la situation.

- Total de produits prévus : 854 156 €

- Masse salariale prévue (charges sociales incluses) : 618 715 €
- Résultat prévisionnel de 0 €
- Trésorerie comprise entre -15 213 € au plus bas et 129 574 € au plus haut sur l'exercice.

Compte tenu du prévisionnel d'exploitation et de trésorerie établi pour 2026, le Conseil d'Administration a décidé de poursuivre l'exploitation.

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés selon les principes et méthodes du plan comptable générale (règlement ANC 2022-06) en tenant compte des dispositions particulières précisées dans le titre III du livre IV du règlement ANC n° 2018-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- non compensation.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en euros.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 03 à 10 ans
Immobilisations moins de 500€	1 an

Les subventions d'investissement :

Les subventions d'investissements sont amorties selon la même durée que le bien financé partiellement par ces subventions.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière (engagements de départ à la retraite):

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires sont comptabilisées (sans impact sur le compte de résultat), sur les justificatifs dont les conventions, la fiche de bénévolat, les feuilles d'émargements des réunions.

La mise à disposition des salles, bureaux est valorisée à 17 676€.

La valorisation des temps de bénévolat s'élève à 102 413 €, et l'abandon des frais kilométrique s'élève à 2 294 €.

Changement de méthode d'évaluation et de présentation :

L'exercice clos est marqué par la première mise en application du nouveau règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers et à la réforme du PCG obligatoirement applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

À ce titre, les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024, établis conformément au règlement ANC n°2014-03 et approuvés par l'assemblée générale d'approbation des comptes, sont repris dans la présente annexe, section « ANNEXE – COMPTES ANNUELS 2024 ANC n°2014-03 »

2 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

2.1. Les Actifs Immobilisés :

- Immobilisations brutes au 31/12/2025 : 187 495 €
- Amortissements et provisions d'actif au 31/12/2025 : 118 393 €
- Immobilisations nettes au 31/12/2025 : 69 102 €

Actif immobilisé	Valeur brute à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	209 752	0	23 858	185 895
Immobilisations financières	229	1 600	229	1 600
TOTAL	209 981	1 600	24 087	187 495

Amortissement et provisions	Valeur brute à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	116 966	25 284	23 858	118 393
Immobilisations financières				
TOTAL	116 966	25 284	23 858	118 393

2.2. États des Stocks :

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	0	0	0	0

2.3. États des Créances :

Créance	Montant brut	Échéances jusqu'à 1 an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
0			
Créances usagers	67 993	67 993	
Créances Réseaux	48 010	48 010	
Autres créances	373 316	202 866	170 450
Charges constatées d'avance	268	268	
TOTAL	489 587	319 137	170 450

État des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	29 680
Subventions/financements	5 000
Autres produits à recevoir	0
TOTAL	34 680

2.4. État des Provisions pour dépréciation des éléments de l'actif :

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	15 691	11 676	9 002	18 365
Comptes financiers				
TOTAL	15 691	11 676	9 002	18 365

3 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

3.1. Évolution des fonds propres :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	45 450				45 450
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	20 498				20 498
Report à nouveau	84 269	-63 239			21 030
Excédent ou déficit de l'exercice	-63 239	-63 239		31 231	-31 231
Situation nette	86 978	0	0	31 231	55 747
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	71 555		0	16 629	54 927
Provisions réglementées					
TOTAL	158 533	0	0	47 860	110 674

3.2. Évolution des Subventions d'investissements :

Nature de subvention d'investissement	Montant	Inscrit au résultat de l'exercice	Valeur net
État	0	0	0
Régions	53 643	22 799	30 844
Entreprises et organismes divers	36 255	12 172	24 083
TOTAL	89 898	34 971	54 927

3.3. Provisions:

Néant

3.4. État des Fonds Dédiés :

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets dans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Préfecture	3 533	1 550	3 533			1 550	
Région	0	1 875				1 875	
Ville/Commune	5 332	3 675	5 332			3 675	
CAF	0	0				0	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public		1 967				1 967	
TOTAL	8 865	9 067	8 865			9 067	0

3.5. État des Fonds reportés liés aux legs ou donations:

Fonds reportés	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00

3.6. État des Emprunts et engagements financiers:

État des emprunts	Montant initial	Date	Durée	Taux d'intérêt	Capital à rembourser en début d'exercice	Capital à rembourser dans l'exercice	Capital restant dû à la clôture
PGE CE 061203G	76 000	04/02/21	72 mois	0,25%-1ère année et 0,73% la suite	33 357	15 330	18 027
CE 497943G	50 000	05/10/23	63 mois	5,26%	41 788	9 421	32 366
TOTAL	126 000				75 145	24 751	50 394

3.7. État des Dettes:

État des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Établissements de crédit	50 394	25 371	25 022	
Dettes financières diverses				
Réseau Petits Débrouillards	75	75		
Fournisseurs	5 845	5 845		
Dettes fiscales et sociales	127 636	127 636		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	5 000	5 000		
Produits constatés d'avance	254 483	130 611	123 872	
TOTAL	443 433	294 539	148 894	0

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	2 420
Dettes fiscales et sociales	51 910
Autres dettes	
TOTAL	54 330

3 - AUTRES INFORMATIONS

Notes sur les comptes de résultat

Ventilation des produits d'exploitation : 792 833 euros

Les produits d'exploitation de l'exercice se décomposent de la manière suivante :

Nature des produits d'exploitation	Montant HT	taux
Cotisations	4 055	0,51%
Prestations de services	335 683	42,34%
Concours publics		
Aide à l'emploi État	0	0,00%
Service civique	8 067	1,02%
FONJEP	31 982	4,03%
OPCO	12 666	1,60%
Subventions d'exploitations		
État	37 638	4,75%
Conseil régional	146 052	18,42%
Conseil départemental	0	0,00%
Conseil intercommunal	44 287	5,59%
Conseil municipal	34 007	4,29%
D'autres agences publiques	86 321	10,89%
Contributions financières	18 196	2,30%
Report des ressources-subventions	8 865	1,12%
Autres produits divers	25 015	3,16%
TOTAL	792 833	100,00%

Les legs, donations et assurances-vie figurant au compte de résultat se décomposent de la manière suivante :

PRODUITS	Montants
<ul style="list-style-type: none"> • le montant perçu au titre d'assurances-vie; • le montant de la rubrique de produits «Legs ou donations» définie à l'article 213-9; • le prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés; • la reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés; • l'utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations 	
CHARGES	Montants
<ul style="list-style-type: none"> • la valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés; • la dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés; • le report en fonds reportés liés aux legs ou donations. 	
SOLDE DE LA RUBRIQUE	0,00

Autres informations relatives au comptes de résultat :

Le résultat exceptionnel s'élève à 1 363 € dont 2 390 € de charges et 3 753 € de produits dont le détail est le suivant :

CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 390
Pénalités et amendes	0
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice	0
Charges sur exercices antérieurs	2 390
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 753
Produits exceptionnels sur l'opération de gestion	340
Produits sur exercices antérieurs	3 413

Les transactions effectuées avec des personnes physiques ou personnes morales

DESIGNATION	NATURE RELATION	MONTANT	INFORMATIONS
TOTAL		0 €	

Tableau de valorisation -compte 8

Nom du local/ des bénévoles	Mission/qualification	Taux de valorisation	Nombre	Montant
Locaux antennes+siège	Mise à dispo local	Réel		17 676
Fiche collective de temps bénévole	animation	13,36	6 489	86 695
Fiche collective de temps bénévole	coordination	16,24	150	2 436
Fiche collective de temps bénévole	expertise	22,9	580	13 282
Abandon des frais km		0,45	5098	2 294
TOTAL				122 383

Engagements hors bilan

RAS

Effectif moyen en ETP

Personnel salarié – contrat non spécifiques	ETP	NB CDD FEMMES	NB CDI FEMMES	NB CDD HOMMES	NB CDI HOMMES
Cadres	1,00	0	0	0	1
Non cadres	13,84	0	9	1	8
Vacataires	2,04	30	0	21	0
TOTAL	16,88	30	9	22	9

Autre personnel – contrat spécifiques	ETP	NB CDD FEMMES	NB CDI FEMMES	NB CDD HOMMES	NB CDI HOMMES
CUI-CAE- Emploi d'avenir					
Mis à dispo					
Mécénat de compétence					
TOTAL	0	0	0	0	0

Personnel Non salarié	Stagiaire	Volontaire	autres (TIG,TNR...)	bénévole
Niveau 1		3,46		0,11
Niveau 2				0,08
Niveau 3				0,32
TOTAL	0,00	3,46	0,00	0,51

Implantation géographique

Antennes/ comité local	Région	Dept	Adresse
ANTENNE SIEGE NAN	Nouvelle- Aquitaine	17	7, Rue Camille Desmoulins 17 000 La Rochelle Tél : 05 46 50 78 77 nano.direction@lespetitsdebrouillards-na.org
ANTENNE SUD VIENNE	Nouvelle- Aquitaine	86	130 avenue de la Libération Tél : 05 49 47 38 69 info86@lespetitsdebrouillards-na.org
ANTENNE NORD VIENNE	Nouvelle- Aquitaine	86	Rue Aliénor d'Aquitaine 86 100 Châtelleraut Tél : 06 98 33 86 15 info86@lespetitsdebrouillards-na.org
ANTENNE CHARENTE	Nouvelle- Aquitaine	16	Ancienne école Chardonne 28 rue Mirabeau 16000 Angoulême Tél : 05 45 37 78 92 info16@lespetitsdebrouillards-na.org
ANTENNE CHARENTE MARITIME NORD	Nouvelle- Aquitaine	17	7, Rue Camille Desmoulins 17 000 La Rochelle Tél : 05 46 50 78 77 info17@lespetitsdebrouillards-na.org
ANTENNE CHARENTE MARITIME SUD	Nouvelle- Aquitaine	17	Maison de la solidarité esplanade du 6e R.I. 17100 Saintes Tél : 05 46 95 98 23 info17@lespetitsdebrouillards-na.org
ANTENNE HAUTE-VIENNE	Nouvelle- Aquitaine	87	Espace Charles Silvestre 40 rue Charles Silvestre 87 000 Limoges Tél : 06 59 27 96 39 info87@lespetitsdebrouillards-na.org
TOTAL			

**ASSOCIATION LES PETITS DEBROUILLARDS
NOUVELLE-AQUITAINE NORD**

Association Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 64 rue Gambetta

86000 POITIERS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES***

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

CABINET LAURENT BENEDICT

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS



LAURENT BENEDICT

COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE PARIS

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ PAR L'ÉTAT
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DE LA RÉGION DE PARIS

CONSEIL ET EXPERT FINANCIER

Aux adhérents de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à PARIS,
Le 24 mars 2026

Le Commissaire aux Comptes,



Laurent BENEDICT
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

